

QUARTIER LIBRE

n. 4

JEAN-PIERRE ET CHRISTINE,...

...MARAÎCHER·ÈRE.S MILITANT·E.S



TIERRA Y LIBERTAD !

RÉCITS DES LENTILLÈRES...

Le quartier libre des Lentillères est né à Dijon en mars 2010, à la suite d'une manifestation fourches en main organisée par différents collectifs. La volonté est alors d'établir un potager collectif sur une zone en friche depuis plus de 10 ans, pour s'opposer à la réalisation d'un projet d'urbanisme de la municipalité qui entreprend de bétonner 10 hectares de terres agricoles, vestiges de la ceinture verte maraîchère de la ville.

Le Pot'Col'Le (Potager Collectif des Lentillères) se met rapidement en place. Au fil des moments de jardinage, les rencontres se font, les amitiés et les complicités se tissent et avec elles, l'envie de rester et de poursuivre la lutte.

Une fête d'anniversaire mémorable, dans une grange occupée et retapée pour l'occasion, amène davantage de curieux sur la friche. Très vite, le mot passe. Jardiniers de tous âges et de tous horizons s'emparent à leur tour d'outils et après avoir défriché une parcelle, un carré, un triangle, un rectangle ou un cercle de végétation dense, remettent en culture une terre d'excellente qualité agronomique sur les zones en friche jusqu'alors.

Au même moment, au printemps 2012, un collectif de personnes décide de s'installer sur une parcelle attenante dans la perspective d'y établir une ferme maraîchère en lutte, malgré les menaces et la précarité liées à l'illégalité de l'occupation. Dès la première année de culture, les maraîcher-ères tiennent un marché à prix

libre chaque semaine pour permettre la rencontre avec les habitant-e-s du quartier et offrir des légumes de qualité accessibles au plus grand nombre.

Dans la foulée, des maisons sont squattées et des habitats légers (cabanes, caravanes, camions,...) essaient dans différents coins de ce qui ressemble de plus en plus à un quartier libre en construction.

Ce bout de nature au cœur de la ville, un temps laissé à l'abandon, reprend vie.

Dès le début de l'occupation, habitant-e-s et jardiniers-ères s'organisent pour porter la lutte en dehors du quartier. Des manifestations et d'autres moments d'actions en ville se succèdent : perturbation de la consultation publique, interpellation des élus lors des campagnes électorales, occupation de plateau télé, soupe party sur la place de la mairie, marchés sauvages, tags et fresque sur les murs du quartier et au-delà... Petit à petit, une nouvelle force politique à l'échelle de la ville émerge pour exiger l'abandon du projet d'écoquartier et la préservation de ce qui se construit depuis maintenant six années sur ce quartier. Les Lentillères sont aujourd'hui un lieu de résistance, de production agricole et de fête connu et soutenu par de nombreux-ses dijonnais-e-s.

Des solidarités se nouent également avec d'autres territoires en lutte, de l'opposition aux Center Parcs dans le Jura ou en Isère, à la lutte contre le projet d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure en passant par la ZAD de Notre Dame des Landes.

C'est d'ailleurs à la lecture d'entretiens¹ réalisés entre la ZAD de Notre Dame des Landes et la lutte NO TAV dans le Val Susa en Italie que nous est venue l'envie de réaliser cette suite d'interviews. Touché-e-s et ému-e-s par ces récits de vies bousculées par la lutte, nous souhaitons, à notre tour, poursuivre cette aventure de transmission de paroles qui, mises côte à côte, composent une mosaïque d'histoires de luttes. Nous espérons laisser une trace de l'histoire de ce lieu sans pour autant l'enfermer dans une vision unique.

Nous imaginons, au cours des mois à venir, publier une douzaine d'interviews de personnes qui font vivre les Lentillères chacun-e à leur manière, certain-e-s sont de proches camarades d'autres des personnes que nous croisons moins souvent.

Ces témoignages se veulent une invitation à se questionner sur nos pratiques, nos moyens et nos envies afin d'ouvrir l'imaginaire de la défense de ce lieu et de ses terres.

A travers ces brochures, nous espérons que s'exprimera la diversité des personnes qui constituent ce territoire. Parce que nous croyons fermement que c'est en composant avec ces différentes sensibilités que nous arracherons des espaces de liberté et d'autonomie.

1 - disponible sur <https://constellations.boum.org>

JEAN-PIERRE ET CHRISTINE, ...
... MARAÎCHER.ÈRES.S MILITANT.E.S

INTERVIEW RÉALISÉE PAR UNE CHAUDE SOIRÉE D'AÔÛT 2016, AUTOUR D'UN
REPAS COMPOSÉ AVEC LES LÉGUMES DE LA PARCELLE.

Jean-Pierre et Christine, vous avez habité dans la maison aujourd'hui squattée qui s'appelle le Bougie Noire... Vous pourriez commencer par nous raconter comment vous êtes arrivé-e-s ici...

Jean-Pierre : : On a visité pour la première fois la parcelle qui est devant le Bougie noire en 1980. À l'époque, on avait vu une annonce dans le journal local, qui disait : *exploitation maraîchère, cherche jardinier*. Sauf que nous, on n'était absolument pas jardinier, pas plus l'un que l'autre. Simplement, on avait envie d'habiter une maison avec un jardin (*rires*) !

Le propriétaire nous avait donné rendez-vous à l'entrée de la cour. On est arrivés là, et vraiment on a vu une ferme maraîchère en pleine activité, avec les wagonnets chargés de bottes de radis, tout le monde qui s'activait, beaucoup de monde qui travaillait. Enfin, nous ça nous paraissait beaucoup. Puis, quand on a fait un petit tour de jardin, les gens qui bossaient là-bas nous ont dit « de toute façon si vous n'êtes pas du métier, ça, c'est pas pour vous. Vous n'y arriverez jamais ». Et donc, fin de l'épisode, on s'est dit « c'est trop grand, c'est pas un truc pour nous ». En plus, on n'était pas prêts à démissionner de notre boulot à l'époque.

Et il se trouve que, deux ans après, en 1982, il y avait, dans une petite biocoop dont on faisait partie, le mec qui avait repris ce jardin. C'était un jeune ingénieur agro avec sa femme. Pour ne pas bosser seuls, ils s'étaient installés avec des copains et copines qui avaient fini par

partir. Ils cherchaient d'autres personnes pour les remplacer. Lorsque j'ai réalisé qu'ils étaient sur l'endroit même qu'on avait visité, je me suis dit que je n'allais pas laisser passer deux fois ma chance ! Je suis revenu voir et tout de suite, des bons copains en qui on avait bien confiance nous ont dit « si c'est ça que tu veux faire, vas-y, installe-toi ! ». Et Christine m'a dit « Vas-y ! Moi, j'ai mon boulot, ça fera toujours bouillir la marmite ». Donc, j'ai démissionné de mon boulot de technicien chez Amora. Je bossais à la fabrication des nouveaux produits, le genre de truc complètement inutile (*rires*) qui ne me préparait pas beaucoup à devenir maraîcher. Voilà, de 1982 à 86, on a travaillé ensemble avec Pascal, mon ex-associé. C'est en 86, quand il a décidé de retourner en Lorraine, qu'on est venus s'installer dans la maison.

Et toi, Christine, de 82 à 86, tu avais un autre travail ?

Christine : Oui, moi j'étais assistante sociale, jusqu'en 1991. Mais à la naissance de notre troisième enfant en 88-89, j'ai pris un congé parental et à cette occasion on a travaillé ensemble au terrain des Lentillères avec Jean-Pierre. Pour voir si on pouvait travailler ensemble. Parce que c'est une chose de vivre ensemble, c'en est une autre de travailler ensemble.

Donc vous n'aviez ni l'un ni l'autre d'expériences dans le maraîchage ?

Christine : Si tu veux moi, j'ai des antécédents familiaux comme beaucoup de familles, mais plutôt d'ouvriers agricoles et aussi des petits paysans qui avaient des vaches, mais pas des maraîchers.

Jean-Pierre : Moi, de mon côté, non. C'était complètement des urbains. Mon grand-père avait une usine de tissage en Alsace qui a fait faillite dans les années 50. Après, j'ai vécu à Paris et Christine aussi. Donc notre première étape c'était déjà de s'installer en province, ce qui n'était pas rien pour nous parisiens. Et après, c'était un peu un hasard que l'on soit venu vivre à Dijon. En revanche : faire du maraîchage : ça c'est un choix de vie.

Ce qui nous a séduit aux Lentillères, c'est que c'était en ville. Parce que nous, on était quand même pas très ruraux, et ça nous rassurait de se dire qu'on allait faire de l'agriculture, mais en ville. Et après on a bien assumé ce choix parce que c'était bien, quoi : on avait le cinéma Eldorado pas loin, les enfants au collège au bout de la rue, et le marché des Halles où on vendait qui était tout près. Tu pouvais avoir un vieux camion pour aller au marché, c'était pas un problème.

Et cette parcelle des Lentillères dont vous vous occupez, ça représentait quelle surface ?

Jean-Pierre : Il y avait un hectare, tout ce qu'il y a entre les murs du Jardin des Maraîchers actuel en fait². Le terrain, il faisait 200 mètres de long, 50 mètres de large. Il y avait déjà des serres quand on est arrivés, et une serre en verre. Mais en 1984 on a eu un terrible coup de grêle et toute la serre a été cassée, tous les légumes : foutus. Là, j'ai failli arrêter, c'était dur. Heureusement, il y a plein de copains qui sont venus nous aider.

2 - Projet de ferme collective occupée qui a débuté au printemps 2012 et qui depuis lors alimente notamment le marché à prix libre chaque jeudi après-midi.

Christine : T'sais tu fais le marché, tu dis aux clients : « mais j'ai plus rien, la serre a été complètement cassée », et les gens ils te répondent « ah oui, moi aussi ma voiture elle a été abîmée », ou « mes pétunias qui étaient sur le balcon, vous les verriez » !!!

Jean-Pierre : Sauf que toi c'est ton boulot, et personne ne te remboursera.

Christine : La ville nous a filé une benne et on a chargé dedans. C'était 3 tonnes de verres à déblayer !

D'ailleurs, on trouve encore, sur la friche, pas mal de traces de l'usage maraîcher d'avant. Il y a notamment ces rails qui subsistent des exploitations précédentes : vous pouvez nous dire deux mots de leur utilisation ?

Christine : Nous, on s'en est servi pendant au moins trois ou quatre ans. C'était un peu ce qui nous avait le plus impressionné, et ça plaisait aussi beaucoup à nos enfants parce qu'il y avait des wagonnets, des plaques tournantes, des aiguillages, même si ça marchait déjà plus aussi bien qu'avant.

Jean-Pierre : Dans le jardin, il y avait trois lignes de chemins de fer à voie étroite. Et, pour les relier entre elles, il y avait des plaques tournantes. Tu arrivais avec ton wagonnet, tu changeais de direction comme ça. Et on s'en servait pour aller chercher les légumes, parce qu'à l'époque on n'avait pas encore le micro-tracteur Kubota, on avait un motoculteur, point.

Les parcelles étaient découpées en carrés de 10 mètres sur 12, avec une sortie d'arrosage sur chaque carré qui correspondait à une culture. Donc tu prenais le motoculteur, tu retournais un carré. Pour les rotations c'était pratique, et ça faisait une mosaïque de petits carrés. C'était vachement joli, tu n'avais pas une culture qui bouffait tout. C'était assez diversifié.

Il y avait aussi beaucoup de cultures sur « couche chaude » sous châssis. Ça c'était une autre particularité d'ici : la culture sous châssis qui permet de prendre de l'avance sur la saison. Tous les hivers, il fallait aller chercher le fumier à « l'Étrier de Bourgogne ». On stockait le fumier frais, on le paillait, on faisait un gros tas bien méthodique et en février on creusait des tranchées dans la partie du jardin qui était la plus fertile, au pied des murs. On y mettait le fumier, on remettait la terre, on arrosait, et quand ça commençait à chauffer on mettait des planches, « des coffres » comme on disait, et par dessus, des châssis en verre. Des châssis simples, pas articulés, que tu poses. Et tous les jours il fallait enlever les châssis, arroser, ouvrir, fermer ! Nous, on avait des châssis doubles, métalliques, qui s'ouvraient autour des charnières posées sur un pied métallique, je te dis pas le boulot... et on en avait encore en 87-88. Tu sais ce sont ces châssis là que l'on peut retrouver de ci de là sur la friche souvent enfouis dans les ronces.

Et dans la Grange Rose qui sert aujourd'hui aux fêtes, vous y faisiez quoi ?

Jean-Pierre : Eh ben on lavait les légumes, on y stockait un peu de bazar. Il y avait une chambre froide, et on y mettait la camionnette.

Christine : Mais nous, la première fois qu'on est venus à un concert, on s'est dit « mais c'est pas possible comment c'est grand ?! Mais pourquoi on n'a jamais rangé cette grange ?! ». On s'est rendu compte qu'on aurait pu mieux l'utiliser...

Jean-Pierre : Par exemple le grenier au-dessus de la grange on y mettait jamais les pieds, je pense qu'il y avait un bazar de plusieurs générations de maraîchers.

Peut-être qu'une fois ou l'autre j'ai cherché des pièces, des trucs qui se vissaient. Mais on n'y mettait rien nous, ce n'est pas nous qui y avons jeté du bazar. Mais il y avait cette espèce de cuve à l'entrée, c'était dedans qu'on lavait les légumes. On lavait énormément de légumes, ça prenait vachement de temps.

Christine : Il y avait aussi ce grand rond en fer, qui était posé devant la maison, et qui a été enlevé il y a peu de temps. En fait, c'était un reste d'un château d'eau qu'il y avait sur la petite tour juste au dessus du portail, à l'angle de la rue. Mais avant qu'on s'installe ils l'ont descendu parce que ça menaçait de se casser la gueule. A l'époque, les pompes elles n'envoyaient pas sous pression, du coup il fallait pomper l'eau du puits, ça montait dans ce petit château d'eau et ça redescendait avec la pression de la hauteur d'eau. Il y avait ça chez tous les maraîchers.

Jean-Pierre : Mais notre grand souci c'était l'écoulement de l'eau, parce que quand il se mettait à pleuvoir, le puisard débordait. Ça inondait la cour avec de l'eau croupie en plus. Avec tous les légumes qu'on lavait, tu avais la boue qui s'accumulait.

***Et vous avez l'impression que le paysage a changé ?
Qu'il y a plus de végétation que quand vous habitez là ?***

Christine : Oui, oui ! Ben là où ça nous a fait drôle, c'est quand on est revenus, juste au moment où le terrain des Maraîchers il a été repris, en 2010, ça nous a fait voir davantage notre ancien terrain. Mais là c'est vrai que quand tu vois la taille des arbres, c'est incroyable. Tu te dis en 5-6 ans, comment la végétation elle reprend, c'est fou !

C'est vrai que quand on débarque ici, on a du mal à s'imaginer que cette friche que l'on défend, il y a 20-30 ans en arrière au maximum, c'était quand même heu, plutôt...

Jean-Pierre : ...décapé.

Christine : Oui, « décapé » (*rires*) ! À l'époque où on cultivait, il n'y avait quasiment pas d'arbres. Il y avait juste le cerisier là-bas, l'abricotier devant la maison, l'espèce d'if dans la cour et c'est tout ! C'est des rails qu'il y avait partout : il n'y avait pas de place pour le bazar. Tu avais quatre murs qui délimitaient la parcelle et rien, rien d'autre que de la culture maraîchère à l'intérieur. Même sur les bordures de la parcelle, il n'y en avait pas ! Depuis la grange, nous on voyait le mur du fond. Pareil, derrière les serres des maraîchers : pas d'arbre, alors qu'aujourd'hui on ne voit pas le mur, on ne sait même pas ce qu'il y a derrière. Et de ce côté-ci, tu pouvais regarder par dessus le mur pour voir les moutons de madame Chanu.

Jean-Pierre : Ça a beaucoup de charme quand même, de pénétrer dans un coin de jungle en pleine ville... mais on ne se rend pas du tout compte qu'en fait, c'est tout récent.

Et il y avait beaucoup d'autres maraîchers autour ?

Jean-Pierre : Il n'y avait plus beaucoup de maraîchers: il y avait Baty au fond et aussi le papy jardinier qui était juste de l'autre côté du mur.

Christine : C'est chez lui que notre fils était aller voler des fraises, et après tout Dijon savait qu'on avait un enfant voleur (*rires*) !

Jean-Pierre : En plus, le papy, il prenait du désherbant, hein.

Christine : Une fois il y avait un rond de chardons chez nous. Il a téléphoné pour nous dire de les enlever !

Jean-Pierre : Il nous en a fait toute une pendule parce qu'il disait « tu ne laisses pas un rond de chardons hein, c'est mal vu entre paysans ». Lui, il avait quand même l'âge de la retraite, il voulait vendre son terrain en terrain à bâtir. Il y en avait un autre qui était à l'angle du boulevard Schumann et de la rue de Longvic, mais maintenant tout ce coin là : c'est construit. Et tous les maraîchers, ils vendaient au marché du centre-ville, dans le même coin que nous.

Christine : Sinon pour le reste, là où il y a les petits jardins maintenant, c'était chez mamie Juliette, enfin madame Chanu, une femme qui avait beaucoup de caractère, une grande femme qui marchait avec sa canne. Ce n'était plus cultivé depuis longtemps. Il y avait des moutons d'ailleurs. Mais les moutons ça rapportait rien, c'était juste pour entretenir le sol et dire qu'ils ne le laissaient pas à l'abandon. C'était des gens vraiment âgés. Et nos proprios c'est pareil, ils étaient âgés et donc ils ont cassé leur pipe. Ensuite on payait à leur fille. En face du foyer Abrioux³, il y avait un maraîcher aussi, qui est toujours en vie, il est vieux mais il ne veut pas vendre, c'est monsieur Perrault. Il loue encore le corps de ferme mais il n'y a plus d'activité maraîchère.

3 - Le foyer d'hébergement social situé dans le quartier. Il y est fait mention plus longuement dans les brochures *Quartier Libre N°1 et N°3*

Mais pourquoi est-ce qu'il n'y avait pas de réinstallation, il y avait une forme de spéculation ?

Christine : Non, ça n'intéressait pas les gens, c'est tout. C'était pas l'époque où les gens voulaient s'installer. Et surtout, il n'y avait pas le désir de manger des légumes, c'était pas encore la mode.

Jean-Pierre : Et, s'installer sur ces terres, ça voulait dire forcément des petits projets. Alors que les maraîchers en activité étaient plutôt dans des coins comme Auxonne⁴, avec des grandes parcelles. Ça permettait de s'éloigner des zones avec une forte pression foncière, comme nous on l'a fait d'une certaine façon, quelques années plus tard.

Christine : Mais c'est vrai qu'avant c'était plein de maraîchers de partout ici. D'ailleurs, le collège il a du être construit sur des terres maraîchères. Ça allait même plus loin : au nord jusqu'au campus, à l'est jusqu'à la station essence. Et après, il devait y avoir aussi des terres agricoles, pas forcément en légumes. Le stade des Poussots, les abattoirs, tout ça ça a été construit dans les années 30-40.

Jean-Pierre : Je me suis demandé depuis combien de temps il y avait du maraîchage sur cette terre... Pour moi ça remonte au moins à une centaine d'années avant notre installation.

En tout cas, sur le cadastre napoléonien daté du tout début du 19ème, on voit déjà des traces claires et nettes d'une occupation maraîchère.

4 - Auxonne est un bourgade de 8.000 habitants située à une trentaine de kilomètres de Dijon, dans la plaine fertile de la Saône qui accueille un nombre conséquent exploitations agricoles, notamment maraîchères mais également céréalières.

Jean-Pierre : Mais la différence c'est qu'au siècle dernier, il n'y avait pas de spécialisation comme aujourd'hui : on était polyculteur avec du maraîchage. À Auxonne par exemple, il y avait pas mal de fermes de ce type où on faisait un peu d'élevage, un peu de culture légumière et des céréales : cette spécialisation, c'est relativement récent.

Et dans le quartier, quelles étaient les activités autres que celles à caractère maraîcher ou agricole ?

Christine : Il y avait des hangars un peu comme la grange dans lesquels les gens bricolaient beaucoup. Comme maintenant finalement. Ils fabriquaient leurs outils. Pas mal de petits ateliers, oui... Sinon il y avait les abattoirs en face, avec la boucherie Ponnelle⁵ qui était encore en activité. Les abattoirs c'était la fin.

Nous, on est arrivés à Dijon en 76-77, donc on ne peut pas parler d'avant.

Une partie de ces abattoirs a été squattée par l'espace autogéré des Tanneries à la fin des années 90. Des personnes de ce lieu ont été fort impliquées dans le lancement de l'occupation des Lentillères. Vous les connaissiez déjà, à cette époque ?

Jean-Pierre : C'est plutôt notre fille qui les connaissait. On avait quelques contacts. Ils venaient parfois récupérer des légumes. Mais c'est essentiellement à partir du moment où on est partis que des personnes des Tanneries sont venus travailler chez nous de temps en

5 - Cette ancienne usine abandonnée a été occupée à l'automne 2011 par des demandeurs d'asile. Les bâtiments ont permis d'héberger entre 100 et 150 personnes pendant presque deux ans. Le squat a été expulsé et rasé en juillet 2103. Il en reste aujourd'hui un terrain vague en bordure des Lentillères.

temps. On avait beaucoup de sympathie, mais c'était la génération d'avant la nôtre, donc on n'y allait pas comme ça en visite, mais notre fille oui. Elle était assez proches des gens, et aujourd'hui encore elle est fort impliquée dans cette mouvance anarchiste, libertaire.

Christine : Mais, à l'époque, il y avait surtout beaucoup de gens du foyer Abrioux qui passaient. Ils passaient dans la rue, et, comme notre portail était toujours ouvert... Aussi quand on est arrivés ici on a hébergé un Turc pendant longtemps, dans la petite maison deux pièces, à côté de la grange.

Jean-Pierre : Il y avait deux personnes. L'un était le commis agricole de Perrault, un maraîcher qui était là avant nous. Joseph, il s'appelait. Le vrai commis, le gars sous tutelle de son patron, qui ne sait ni lire ni écrire. Il ne touchait pas sa paie, c'était son patron qui la touchait, il faisait ses heures sans jamais les compter, et il était payé trois fois rien, comme un travailleur handicapé.

Christine : Et avec notre arrivée, Joseph il a arrêté de travailler. Nous, on a dit qu'il ne pouvait pas rester ici, c'était vraiment des conditions de vie dures : il n'y avait pas de chauffage, il avait mis le feu à son matelas pendant qu'il dormait.

Jean-Pierre : Ce qui était rigolo, c'est que l'électricité arrivait chez Joseph, mais que c'était le Turc qui était dans l'autre pièce qui lui faisait payer l'électricité, alors que c'était nous qui payions l'électricité pour tout le monde !

Et après le Turc il a fait venir sa famille et il s'est installé en banlieue, à Chevigny.

Christine : Ce qui était folklorique aussi dans le quartier, c'était l'endroit maintenant squatté qui s'appelle « la Ferme » : dedans il y avait une famille qui

vivait, tu sais, des vrais babas comme dans tout quartier excentré. Le type, il organisait des boums les mercredi après-midi, dans sa cave, pour les élèves du collège et il faisait payer. C'était un quartier un peu comme ça, un quartier sympa. C'était une chance de pouvoir habiter dans un quartier comme ça, en ville, avec nos moyens. Parce que le loyer n'était pas cher du tout.

Jean-Pierre : C'est ce qui nous a permis de nous installer sans être vraiment experts d'ailleurs. Parce que les premières années c'est vrai qu'on gagnait vraiment pas grand-chose.

On a été pas mal accompagné par des vieux maraîchers de Longvic, qui admiraient un peu notre courage de s'installer comme ça. L'un d'entre eux nous avait donné tout son calendrier de culture. Ça, c'était vraiment sympa, parce que c'était la base quoi. Un calendrier adapté au climat là où tu cultives c'est sacrément précieux. Au début, ce qui est le plus dur à apprendre c'est les quantités à mettre en culture, gérer les surfaces et faire tenir tout ça dans un calendrier. Ça nous a bien aidé.

On a aussi acheté du matos à des maraîchers qui arrêtaient.

Donc on avait quand même quelques relations avec les gens alentours, pas très intimes, mais quand même.

Mais malgré le plaisir d'habiter ici et de vous être fait une place en tant que maraîcher à Dijon, vous ne souhaitiez pas rester ?

Christine : Oui ça peut sembler paradoxal, mais il y avait des conditions de travail vraiment contraignantes. Par exemple, au bout d'un moment tu te rends compte

que tu tournes un peu en rond sur un hectare. En plus, vu la conception du lieu, aucun camion ne pouvait nous livrer, donc ils nous déchargeaient tout au bout de la rue.

Jean-Pierre : Et les conditions de vie dans la maison avec une famille avec des jeunes enfants...

Christine : C'était très bien, ils étaient super contents. Mais ouais, c'était pas en très bon état. Tu sais les hivers très froids pendant lesquels on vivait avec du polystyrène sur les fenêtres tellement on caillait quand le chauffage tombait en panne !

Jean-Pierre : En fait, le problème c'est que les proprios faisaient très peu d'entretien. On payait très peu de loyer, mais tout était à notre charge. Et bon, au bout d'un moment, quand tu as changé la chaudière, ...

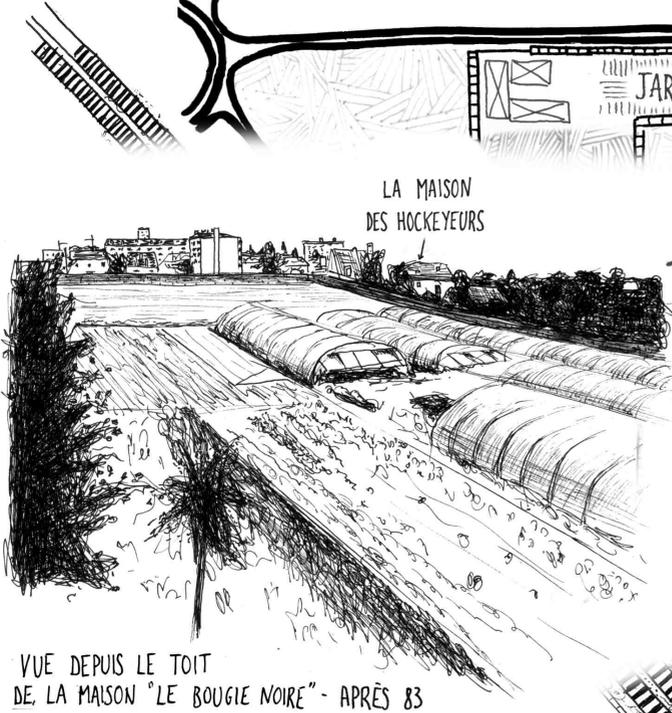
Christine : ... que tu as le lave-vaisselle qui a gelé, le lave-linge qui a gelé (rires) !

Jean-Pierre : Il y avait aussi la problématique de l'eau potable. Nos enfants buvaient l'eau du robinet qui venait directement du puits...

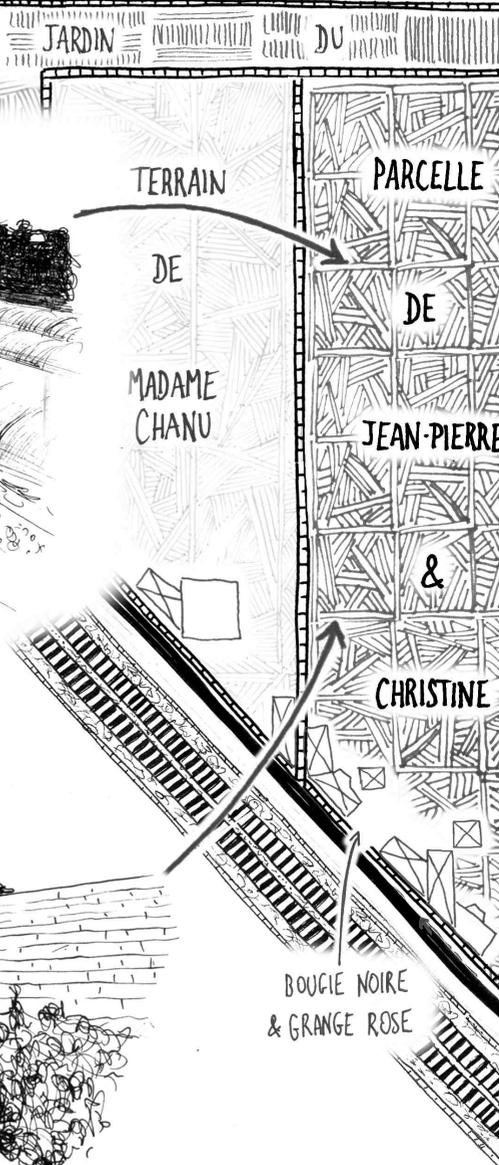
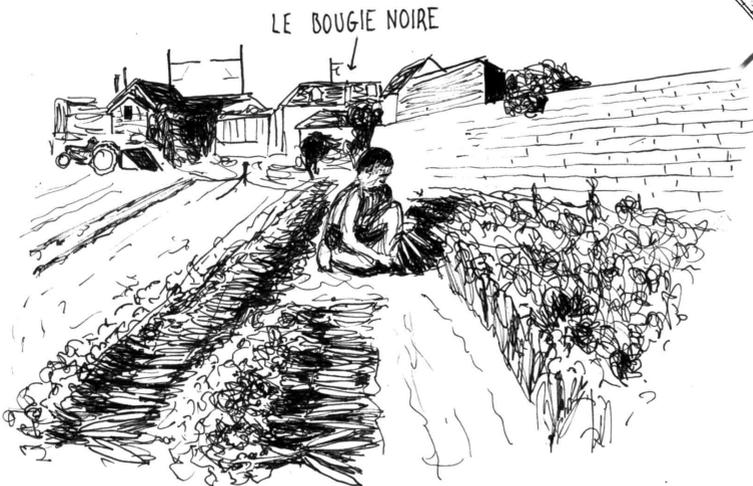
Christine : Évidemment, quand on a su que l'eau n'était pas potable, pendant trois mois on a fait attention : tu vas avec des jerricans chez les copains, tu achètes de l'eau en bouteille, et ça décline ça décline... jusqu'au moment où tu te remets à boire l'eau du robinet !

Jean-Pierre : Et alors le pire c'est que, quand la ville a découvert qu'il n'y avait pas l'eau potable dans ce quartier, ils ont fait passer un conduit, sauf que personne ne s'est raccordé ! Parce que ça coûtait trop cher : l'eau elle passe dans la rue ! Mais le raccordement était à notre charge, c'était trop cher, t'imagines !

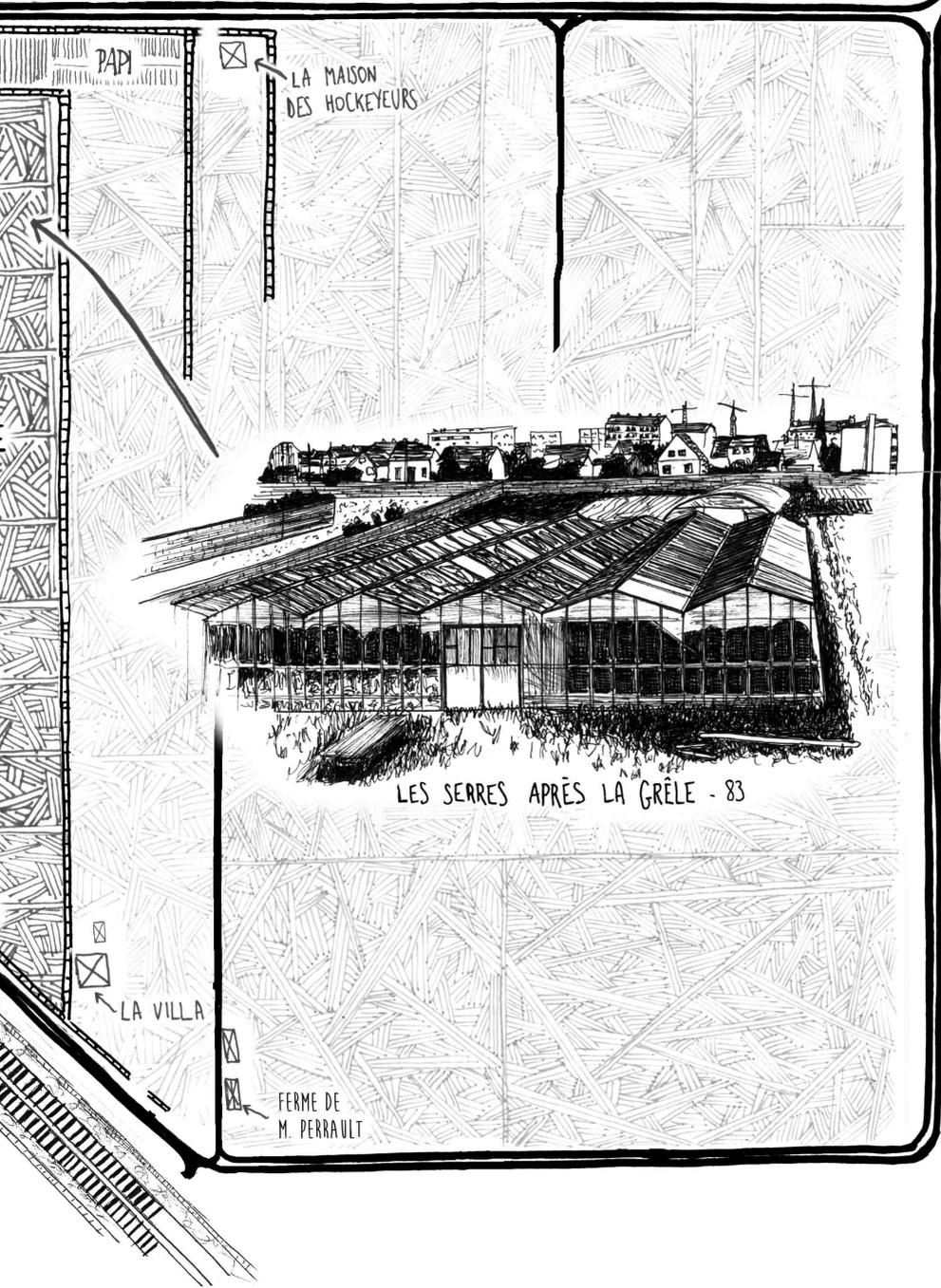
LA CARTE DE JEAN-PIERRE ET



VUE DEPUIS LE TOIT
DE LA MAISON "LE BOUGIE NOIRE" - APRÈS 83



CHRISTINE - AVANT LE QUARTIER LIBRE



À quel moment êtes-vous parti-e-s ?

Christine : En fait on n'est pas partis du jour au lendemain...

Jean-Pierre : Oui, il y a eu une période de transition. Pour que Christine puisse s'installer aussi, on a acheté trois hectares, parce qu'il fallait prouver que notre surface d'exploitation pouvait nourrir deux paysans, ce qui n'était pas le cas avec la surface qu'on avait ici.

Christine : On a acheté un terrain à Ouges, à dix kilomètres d'ici, en 1991...À ce moment là, j'ai voulu faire une formation dans le maraîchage. Mais ils n'ont pas voulu me la payer en disant que c'était une formation « déqualifiante » !!! Donc j'ai démissionné. J'ai fait le BPREA⁶, et ensuite on a acheté le terrain. On s'est installé, classique, avec la DJA⁷, les emprunts,...

Jean-Pierre : C'était pas si mal : on faisait du légume en intensif ici, aux Lentillères, et du légume de plein champ qui nécessite beaucoup de surface et moins de soins, à Ouges, sur ces bonnes terres céréalières.

Sauf qu'avec notre salarié, on se déplaçait d'ici à là-bas quatre à cinq fois par jour ! Et là-bas, c'était complètement différent, il fallait les outils qui vont avec, de l'arrosage, ... On voyait bien que, sur le long terme, c'était pas viable cette ferme en deux parties. Et puis on savait aussi, qu'un jour ou l'autre, on allait forcément perdre la maison d'habitation sur le terrain des Lentillères. Il suffisait qu'il y ait un changement du plan d'occupation des sols, que le terrain soit requalifié en

6 - Un BPREA pour Brevet Professionnel Responsable d'Exploitation Agricole : formation agricole diplômante qui permet surtout d'obtenir des aides de l'État à l'installation.

7 - DJA pour Dotation Jeune Agriculteur : subvention entre 8000 et 17000 euros attribuée aux personnes de moins de 40 ans, qui ont un diplôme agricole et qui ont accepté de suivre le parcours à l'installation, moyennant l'engagement de rester exploitant-e agricole pendant au moins 5 ans.

« constructible » pour qu'un jour on soit virés. C'était dans l'air : il y avait déjà eu l'histoire de la gare... Un projet était à l'étude pour une gare TGV à Dijon et la ligne « Est ». Le tracé passait dans le quartier avec des tunnels et tout ça. Tu voyais les voisins qui voulaient vendre leur terrain en « terrain à bâtir » et tu te disais « un jour ou l'autre ça va se vendre. Forcément ». Du coup, nous, on n'avait peu d'espoir en étant locataires. C'était triste de partir. Surtout que personne ne postulait pour prendre notre suite. Parce que, nous, quand on est arrivés là, on a eu de la chance d'arriver sur une terre très fertile et on avait conscience qu'on devait ça au travail des générations précédentes. On était vraiment conscients qu'on prenait la suite, quoi. Et quand on est partis, on a été tristes de laisser tout à l'abandon.

Donc vous avez commencé à chercher un autre lieu pour vous installer ailleurs, tous les deux ?

Jean-Pierre : Oui, surtout qu'il y avait le problème de notre clientèle à satisfaire. Il fallait anticiper. Quand tu reprends des terres, tu as les trois ans de transition nécessaires pour te convertir en bio, et tu ne peux pas te permettre une grosse cassure. Donc à partir de 94-95 on a commencé à prospecter avec la SAFER⁸, mais ils nous proposaient que des trucs qui n'allaient pas... ou ils nous retoquaient sur des trucs que nous on voulait... Et pour finir, le plus rigolo, c'est qu'un jour on était là, comme ça, bien tranquillement en train de boire un coup, quand on voit arriver un mec, un vieux papy de la campagne

8 - Les SAFER pour Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural, sont des organismes régionaux semi privés, qui ont pour vocation de réguler le prix du foncier agricole et garantir la vocation agricole des terres. Dans les faits, les SAFER ont surtout accompagné le démantèlement de la petite paysannerie et des fermes, en favorisant l'agrandissement des exploitations.

avec son ciré rouge. Il nous dit « j'ai entendu dire que vous vouliez de la terre : moi j'en ai ! ». Il venait d'Auxonne.

Christine : Ces choses-là, quand les gens cherchent de la terre, ça se sait.

Jean-Pierre : Oui d'autant plus que peu de temps avant, on avait visité une autre petite ferme dans le même coin. On visite la ferme, et le proprio il dit « oui bon, à voir... ». Et quelques jours plus tard, il vient nous voir sur notre terrain, il voit l'herbe qu'il y a dans nos cultures, et là il dit « ah non, pas question ! Je ne peux pas vendre à des gens qui laissent plein d'herbe dans leur culture ». Là, c'est lui qui n'a pas voulu nous vendre, tu vois !

Mais le papy, il s'en foutait, du moment qu'on payait cash, et qu'on payait le prix fort, parce qu'en fait c'était ça. Il avait un terrain à vendre, 8 hectares, pour nous c'était l'idéal. Et il avait dit « si c'est pour vendre à des étrangers, forcément, ce sera plus cher. Pis vous, ça manque pas ! ». Il avait du se renseigner, il savait que ça marchait bien pour nous. Enfin, ça marchait... Disons que c'est à cette époque qu'on commençait enfin à être crédibles vis-à-vis des banques. Mais avant, quand on n'avait que notre terrain des Lentillères, ah ben nan, on n'était pas crédibles.

Christine : Jean-Pierre il m'a quand même fait le mois du siècle : il a ramené 60 francs ! 60 francs !

Jean-Pierre : Ben oui, avant il y a eu des mois où ça allait pas bien. Mais au moment du rachat, ça allait à peu près bien financièrement, du coup on a anticipé : on s'est dit allez hop on s'installe ici, à Auxonne. Et donc entre 95 et 98 on s'est mis en conversion [vers le bio]. On continuait de cultiver sur le site des Lentillères et, à Auxonne, c'était en engrais vert. Après, on a pu faire un déménagement en douceur, sans rupture.

Christine : Moi je continuais à travailler ici avec Didier, notre employé de l'époque. Et Jean-Pierre il était parti à Auxonne avec les enfants.

Après qu'on soit parti, c'est resté en friche. La maison a été squattée deux-trois fois, souvent endommagée. Tout de suite quand on est partis, il y a des filles qui se sont installées... tu te rappelles, le groupe de filles de Paris : des vendangeuses radicales. Enfin des lesbiennes radicales. En tout cas il fallait pas d'hommes dans leur environnement, elles parlaient pas aux hommes.

La maison elle a été plus ou moins occupée par la suite, mais sans qu'il n'y ait d'entretien.

Il y avait aussi le jardinier qui louait toujours le terrain devant la maison. Mais il y a bien eu un an ou deux sans personne. Sans personne personne. Il y avait du matos qui traînait, des copains qui sont venus chercher des trucs, de la ferraille, tout ça.

Et quand vous vous êtes installé-e-s au tout début, vous veniez déjà avec une envie de production bio ?

Jean-Pierre : Oui, et Pascal, que j'ai rejoint au début, il était déjà en bio. Avant, c'était pas en bio, évidemment. Il n'y avait pas de raison que ça le soit : on en était vraiment aux balbutiements de la bio. Au début des années 80, il y avait toute une génération qui commençait à travailler en bio mais vraiment pas beaucoup. Il nous manquait tout un tas de références et il a fallu pas mal improviser. Nous, on n'a pas fait mai 68 parce qu'on était trop jeunes, mais déjà à l'époque de notre installation, on était sensibles à l'environnement, on faisait gaffe à ce qu'on achetait...

Christine : on était anti-nucléaire, tout ces machins là quoi...

Jean-Pierre : On participait aussi à une biocoop à Dijon. C'était des gens qui se regroupaient pour acheter des produits bio.

Christine : En fait, en arrivant à Dijon on ne connaissait personne, alors on a commencé par faire du yoga, et on faisait du yoga avec un mec qui organisait des marches. Et comme ça, petit à petit on a connu un réseau de gens qui s'était regroupé pour acheter des produits bio moins chers. À l'époque c'était compliqué, il n'y avait pas encore de circuit organisé.

Et puis vous avez aussi rapidement adhérer à la Conf⁹ il me semble ?

Christine : Ah ben ça de toute façon c'était dans nos convictions, on était dedans dès le départ. On avait les mêmes positions depuis le début.

Jean-Pierre : Et on avait un bon copain, qu'on a rencontré à Dijon quand on est arrivé et qui est mort en montagne il y a deux ans : Jean-Marie, il était Faucheur¹⁰. Lui il était très fort là-dedans, ça a été quelqu'un de très important dans notre vie. C'était vraiment notre référent : c'est lui qui nous a encouragés à être maraîchers. Après, il venait toutes les semaines travailler pour nous gratos.

9 - La Confédération paysanne est un syndicat agricole français, qui milite pour une agriculture paysanne, respectueuse de l'environnement et pourvoyeuse d'emploi agricole. Avec le réseau mondial Via Campesina, elle se bat pour une reconnaissance du droit à la souveraineté alimentaire.

10 - Le collectif des faucheurs volontaires est un mouvement citoyen qui oeuvre depuis plus de 10 ans contre les organismes génétiquement modifié (OGM). Connu pour ses nombreuses actions directes de fauchage de champs et de destruction de stock d'OGM (semences, soja...) qui a valu aux faucheurs-euses de nombreux procès, le collectif oeuvre également pour la diffusion d'informations sur les OGM, ses dangers...

Christine : S'il n'avait pas été là, notre vie elle aurait été autrement. Tu aurais pas fait maraîcher, c'est sûr. T'as besoin de quelqu'un qui te dise « vas-y, faut le faire » !

Comme vous avez pu le faire pour d'autres plus tard, finalement...

Christine : Oui c'est vrai, c'est un peu ce qui s'est passé quand on a voulu soutenir des gens qui voulaient s'installer et qui n'avaient pas de terre du tout. Ça s'est surtout traduit par notre engagement au sein d'Urgence Bio, le collectif qui est à l'origine de l'occupation de la friche. Il s'est constitué deux ans avant l'occupation du Pot'Col'Le¹¹, en 2008 : on se réunissait à l'époque dans un restaurant végétarien du centre ville. C'était long, c'était long. Il y avait des personnes de différents horizons politiques : certains des Tanneries, des Verts, des clients des amaps¹². Il y avait la Conf', et plein d'associations environnementales. Il y avait aussi des paysans, des maraîchers.

Jean-Pierre : Il y avait aussi l'AMAP de Plombières, qui était la seule AMAP qui s'était impliquée dans le soutien. C'était l'époque du développement des amaps à Dijon, qui faisaient face à une grosse demande.

Il y avait quand même du monde, c'était assez dynamique. Même si des fois on faisait plus de réu

11 - Pot'Col'Le pour Potager Collectif des Lentillères. Ce potager a été à l'origine de l'occupation du quartier en 2010. Voir la brochure N°2 - *Maria, voyager et construire*

12 - AMAP pour Association Pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne est un contrat solidaire, basé sur un engagement mutuel entre consommatrices et productrices. Les consommateurs paient à l'avance la totalité de leur consommation sur une période définie. Pour le producteur, cela se traduit le plus souvent par des livraisons hebdomadaires des denrées dans un point de distribution. .

qu'autre chose et que c'était un peu longuet. Pis on rencontrait les gens de la ville, du Grand Dijon, qui nous menaient en bateau comme ils savent le faire.

Christine : L'idée à la base du collectif « Urgence Bio » c'était « comment on arrive à installer des paysans proches de la ville ? Comment s'organiser pour ne pas perdre des bonnes terres agricoles ? ».

Et alors c'est dans ce cadre qu'a émergée l'idée de squatter des terres ?

Jean-Pierre : Oui, à un moment, il y a une initiative qui est venue des plus jeunes militants du collectif, qui pour une part avaient déjà une pratique de squat de logements. Ils sont venus un jour à une réunion en disant « et si on occupait des terres ? ».

Christine : Mais alors quand cette idée de squatter la terre a émergée, là ça a fait gros clivage.

Jean-Pierre : D'un coté la Conf' et deux, trois personnes qui suivaient... et de l'autre, les gens des amaps, Nature et Progrès, les Verts... On les a plus revus de toute façon. Même notre copain maraîcher, il n'est plus venu, parce qu'il disait « on ne peut pas installer des gens de façon précaire, il faut qu'il y ait un bail ». Et nous on disait « commençons déjà par occuper ces terres ».

Nous, si on s'était arrêtés à la précarité, on n'aurait jamais commencé. Même à l'échelle embryonnaire, même si c'est pas un projet professionnel, c'est une démarche qui reste intéressante...

Christine : ...et ça peut aboutir sur autre chose, et c'est riche de tout ce qu'elle met en œuvre, ce qu'elle apporte. Mais c'est sûr que lors de ces réunions, on a vraiment eu des crises, avec des « ah mais vous attaquez la propriété privée ! ». À ce moment là, Urgence Bio

s'est un peu arrêté mais de sa belle mort. Nous on était contents, on voyait bien que ça débouchait sur rien du tout... Et que c'était pas la peine de continuer à se laisser berner par la mairie qui disait toujours oui...

Jean-Pierre : Le collectif ne s'est pas arrêté tout de suite, il a encore eu cet épisode où il a soutenu une maraîchère vers Auxonne, qui cherchait à s'installer, mais qui ne trouvait pas de terres. On avait fait un article signé Urgence Bio, qui dénonçait l'action scandaleuse de la SAFER. Ce qui est le plus rigolo, c'est que, maintenant, moi je fais partie du comité technique SAFER, je représente la Conf' donc je suis confronté en permanence au directeur. Lui, c'est un charmeur, donc à ce moment là, il a très bien su rattraper le coup en disant : « ouais, ouais, on a trouvé des terres pour elle ».¹³

Christine : Ouais il faut dire aussi qu'au niveau de la chambre d'agriculture ça avait pété. On avait pu dénoncer les pratiques qui existent. Et oui il faut en parler ! C'est comme ça que ça bouge.

Jean-Pierre : Ce qui n'allait pas c'est que la SAFER n'arrivait pas à trouver des terres à des jeunes qui voulait s'installer avec des petits projets

Christine : Des terres ils t'en trouvent mais c'est toujours les plus merdiques. Ils se disent ça, ça ira toujours bien pour un petit projet...

Jean-Pierre : Pis, ils sont pas très compétents, tu vois. C'était pas toujours par mauvaise fois ou mauvaise volonté mais n'empêche que nous, à chaque fois qu'on

13 - Pour un récit plus détaillé et d'autres informations sur la difficulté d'accès aux terres une interview réalisée par l'émission *Paysans et Paysannes dans la Lutte des Classes* diffusée sur Radio Canut est téléchargeable à cette adresse : <https://blogs.radiocanut.org/luttespaysannes/2015/04/15/potrait-de-paysanne-1-lucie/>

leur disait : on a des listes de gens qui veulent s'installer : eux ils répondaient : « OK, mais avant, prouvez-nous qu'ils peuvent s'installer et qu'ils sont compétents ». Et nous : « ben pour ça il faut que vous nous trouviez des terres ! ». Ça se mordait la queue en somme. Avec les Lentillères et l'occupation illégale des terres, c'est sûr qu'on n'est pas passés par ces institutions et ces débats.

Christine : Cette rencontre autour des Lentillères, cette espèce de conjonction entre cet endroit qui se libérait et des gens d'horizons politiques assez différents qui étaient prêts à y investir de l'énergie, c'était franchement une vraie chance. Moi je trouve que ce qui s'est passé ici c'est quelque chose d'extraordinaire.

C'était joyeux, il y avait des trucs qui se faisaient, il y avait des fêtes !

Nous on regrette que de très bons copains soient passés à côté, qu'ils ne soient jamais venus profiter pleinement de ce lieux, c'est dommage. Parce que quand tu viens, ça te donne franchement de l'énergie, on trouve que c'est un beau projet.

Et alors, racontez-nous la préparation de la manif d'occupation : comment ça a pu se faire la reprise de ces terres maraîchères à l'abandon ?

Jean-Pierre : Ben tu vois on se disait il faut être un peu clandestin, parce que si jamais on annonce trop vite là où on va, on va trouver un cordon de flics. On avait plein de plans B, pour les passages, et tout. On essayait de tout envisager : s'ils bloquent, comment on fait, comment on évite l'affrontement... Et au final je crois que personne ne s'est rendu compte de rien.

Christine : Il faut dire qu'il pleuvait à saut...

Jean-Pierre : Mais même quand on a commencé la manif aux allées du Parc, il n'y avait pas de flics !

Christine : C'était presque décevant (*rires*) ! Il y avait peut-être une voiture de police qui faisait la circulation, c'est tout.

Jean-Pierre : Les fourches et les pioches y étaient peut-être pour quelque chose (*rires*). Mais les outils de jardin c'était bien, ça faisait le côté jacquerie.

Et une fois que ça a été lancé ici, comment vous êtes-vous rapporté-e-s à cette lutte ?

Christine : Peut-être plutôt à travers les gens qui habitaient là. Au début de l'occupation du Bougie Noire. En fait, au début du Pot'Col'Le, on venait beaucoup pour apporter des plants, des graines, des outils qui traînaient chez nous. Je peux même avouer que j'ai mangé la première tomate, un samedi matin, un jour de marché. Il était super tôt, je devais déposer un truc. Je fais un petit tour, et là il y avait une tomate, alors que nous, on n'en avait pas encore ! Nous on aimait bien venir parce qu'on trouvait ça quand même très beau quoi, les débuts du Pot'Col'Le.

Aussi, à chaque fois qu'il y avait un événement ici, on prévenait tous les gens pendant nos distributions des amaps de Dijon, comme ça les gens ils sentaient que c'était un endroit vachement important pour nous.

Jean-Pierre : Moi ce que je trouvais vraiment chouette dans la démarche du Pot'Col'Le, c'était « on cultive ensemble mais on partage ce qu'il y a ». Ce qui était intéressant, c'est que c'était pas toujours simple, s'il y avait peu et que quelqu'un prenait tout par exemple. Même si, au final, c'était plutôt le problème inverse au début, les gens n'osaient pas toujours se servir en légumes. Ils étaient davantage motivés par cultiver que par récolter finalement...

Est-ce qu'à un moment, vous avez imaginé l'ampleur que ça pouvait prendre ? Est-ce que vous aviez des perspectives, des envies, des projections ?

Les deux : Non, non non.

Jean-Pierre : Je me disais « si ça tient deux ans déjà c'est formidable », parce qu'il fallait avoir l'énergie, il fallait qu'il y ait un collectif qui porte ce truc là. Les premiers temps on sentait que c'était vraiment dur. Techniquement déjà. Parce qu'il fallait acquérir les compétences, faire face aux problèmes d'arrosage et continuer le défrichage qui n'était pas fini. Il y avait quand même beaucoup de boulot les deux premières années, quand seul le Pot'Col'Le existait. Il y avait très peu d'eau. Tout était un peu compliqué.

Et jamais j'aurais pu imaginer qu'un tel pas soit franchi et que les potagers s'étendent sous la forme de parcelles individuelles derrière le mur. La friche s'est peu à peu remplie ; et c'était intéressant cette confrontation entre la partie plus militante du Pot'Col'Le et puis l'appropriation individuelle de l'autre côté du mur où ça prenait une tournure « jardins familiaux ». Une tournure sympathique mais très différente : on n'était plus du tout dans la même optique. C'est pas la même démarche. Et c'est bien que les deux coexistent toujours.

Christine : Et nous tu vois on a récupéré deux salariés à Auxonne qui avaient un petit jardin à eux ici. Un jardin dans les petites parcelles. On était venus à une soirée au Pot'Col'Le et on a discuté avec Julien qui nous avait dit qu'il aimerait bien travailler chez des maraîchers. On lui a dit « chiche ?! Tu viens le mois prochain ». Après on est restés en contact et puis ça s'est fait comme ça. Il a démissionné de son boulot à Intermarché et maintenant il bosse avec nous, ils se sont installés pas loin.

Tu parlais de la confrontation de ces deux entités. De la même façon, je me demande comment vous percevez cette question qui se pose actuellement autour de l'habitat. Beaucoup de personnes se sont installées pour habiter sur la friche, et trouver un consensus à ce sujet n'est pas toujours aisé...

Christine : C'est vrai que l'habitat a pris beaucoup de place. Notamment dans l'année écoulée.

Jean-Pierre : Ça donne l'impression que ce n'est pas tout à fait maîtrisé... Mais d'une certaine façon, plus il y a de gens investis dans le lieu, plus ce sera difficile de se faire déloger. Donc des gens qui habitent : pourquoi pas ? Ça en fait des résidents et de fait, ils sont plus motivés. Après, comment lutter lorsque la ville va décider de commencer à tout foutre par terre ? Moi je ne sais pas du tout. C'est la grande inconnue. Il faut forcément y penser à un moment donné. Car le projet d'écoquartier il avance. A son rythme, mais il avance.

Christine : Mais tu vois il n'y pas que les habitants qui défendent le quartier, le marché à prix libre c'est vraiment important. Les gens ne viennent pas que pour acheter des légumes, ils s'impliquent autrement. Rien que pour ça, le marché il faut le maintenir... Il faut réussir les légumes rien que pour ça ! (*rires*)

Moi je crois que ce qui se vit par rapport au Jardin des Maraîchers, il faut absolument que ça perdure. C'est tellement une claque pour la mairie. En 2010, juste avant le lancement du Jardin des Maraîchers on est venus, et quand on a vu les trous faits par les tractopelles de la Mairie, vraiment ça nous a blessé, profondément blessé¹⁴.

14 - En mai 2012, alors qu'est annoncée publiquement une manifestation pour occuper des terres et installer une ferme dans le quartier, la mairie envoie, la semaine précédente, un tractopelle pour une véritable opération de saccage. L'engin creusera entre 100 et 150 trous d'environ 2 mètres de diamètre et de profondeur. Le terrain est dévasté mais la détermination à occuper, elle, n'en est que décuplée.

C'était un endroit où on avait travaillé. Ça nous a empêché de dormir la nuit. Après on est venus avec nos quatre enfants pour que tout le monde voit. Oui oui ! Parce qu'ils ont tous habité ici, il fallait qu'ils se rendent compte de ce que la mairie était capable de faire. Maintenant, quand tu vois les trous rebouchés et tout ce qui pousse, tu te dis : c'est fantastique !

Jean-Pierre : Oui, et vraiment il faudrait que tous les gens qui arrivent maintenant soient bien conscients de ce qui a été fait. Les légumes ils ne poussent pas tout seuls.

Oui, c'est pas toujours facile de prendre la mesure de tout ça : les étapes franchies pour en arriver là mais aussi tous les obstacles et craintes qui ont émaillé l'histoire de ce lieu. Dans les premiers temps, je me souviens que l'on n'était pas rassuré-e-s de laisser le Pot'Col/Le plusieurs jours sans que personne n'y passe.

Jean-Pierre : : Oui il y avait même eu des histoires de petits sabotages.

Christine : Lors de la première fête il y avait des huttes qui avaient été construites. Elles ont été brûlées deux jours après. C'est à travers ce genre de choses que l'on ressentait beaucoup la précarité au début. Si ça avait été toujours saccagé, les gens se seraient épuisés. Maintenant que le jardin s'inscrit vraiment dans le quartier, ça se passe moins.

Jean-Pierre : C'est vrai que maintenant on a la sensation que ça s'inscrit dans la durée. C'est un peu comme à la ZAD de Notre Dame des Landes, c'est vrai que, après tout, si on construit de l'habitat, ça stabilise les choses. Ça donne un lieu à défendre.

Vous venez moins souvent désormais, comment est-ce que votre implication continue ?

Jean-Pierre : Oui, on est assez pris pour préparer notre retraite, on va déménager et arrêter notre activité. Pour nous c'est la dernière saison, on a commencé le compte à rebours, et même si c'est pas complètement une certitude encore, on a trouvé repreneur. Quand on sera partis définitivement, on aura plus de temps pour revenir. On ne sera pas si loin. Ce sera un lieu où on aura toujours envie de venir. On a tous les deux vécu notre reconversion professionnelle ici. Ça compte, c'est pas rien.

Et ça ne vous fait pas peur d'être en désaccord parfois, ou de ne plus vous y retrouver ?

Les deux : alors la pas du tout. Non non. C'est un lieu qui a tellement de vie...

Jean-Pierre : Non, nous on a aucun droit de regard, on accompagne, voilà.

Christine : Si ça ne nous plaisait pas, on ne viendrait pas.

Vous êtes assez attaché-e-s à ce que les producteurs puissent se rémunérer et vivre grâce à leurs moyens de production, c'est une des choses que défend la Conf'. Ici, le choix ne s'est pas tourné vers un modèle économique qui permettrait ça. Est-ce que ça vous questionne ?

Jean-Pierre : Non pas du tout. Moi, cet endroit je le perçois plus comme un « espace test ». Dans l'agriculture c'est quelque chose qui se fait beaucoup. On propose à des jeunes de cultiver un hectare sans trop d'enjeu économique. Tu vois il y a déjà une personne qui est partie d'ici avec un bagage pour s'installer ailleurs. D'autres sont sur le point de le faire. Ce sont des

expériences à multiplier. C'est un lieu riche où chacun trouve quelque chose.

Ici, sur une surface comme celle-ci, tu pourrais dégager un revenu. Le choix de vendre à prix libre, c'est évident que ce n'est pas le plus lucratif. Mais ça ne me choque pas, car ça s'inscrit dans la démarche de cet endroit qui cherche à réinterroger les rapports marchands et à permettre à des personnes d'accéder à des légumes de qualité.

Et vous n'avez pas le sentiment qu'il y a un fort renouvellement, qui fait que vous vous sentez perdu-e-s parfois ?

Christine : Non ça va, les gens ils changent, et c'est normal. Et quand même, on retrouve toujours les mêmes têtes ! Même si on passe moins, on vient toujours régulièrement. Et puis quand on vient en mai-juin, c'est trop beau ici. Il y a comme une explosion. Il y a toute la verdure qui a poussé. On regarde aussi si on peut pas se réinstaller dans la maison !!! (*rires*)

Parce que c'est vrai des fois quand on passe, on se dit « mais pourquoi on n'a jamais pensé à faire ces aménagements là-haut, tout ça ! ». On était tellement pris dans le travail...

Les Lentillères ont six ans, quels sont vos pronostics pour le futur ? Est-ce que vous pensez que ce sera toujours là dans six ans ?

Jean-Pierre : Sans vouloir être pessimiste, je pense que dans six ans le béton aura gagné. J'ai peu d'espoir que le rapport de force arrête les bulldozers de Rebsamen¹⁵. Tant que le projet n'est pas complètement abouti, qu'ils n'ont pas rassemblé tous les financements, les

promoteurs, que tout n'est pas ficelé, ils laissent faire. Mais sûrement qu'ils savent déjà à quelle date ils vont vouloir intervenir.

Christine : Je ne sais pas moi. Je ne suis pas si sûre de ça...

Jean-Pierre : Même s'il y a un soutien populaire au quartier, le rapport de force, il va être tendu.

Christine : Six ans c'est bientôt quand même. Déjà au départ on pouvait pas imaginer que ça durerait si longtemps !

Jean-Pierre : Moi, au départ je craignais plus que ça manque de force militante pour porter le projet longtemps. Le fait que ça a évolué maintenant ça donne une stabilité avec plus de gens impliqués, d'une autre façon. Il y a plein de gens qui se sentent concernés.

Et pour vous, une proposition de négociation comme ça a été le cas pour les Tanneries, qui portent une identité politique radicale, et qui ont accepté un relogement, ça ne vous semble pas possible pour les Lentillères ?

Christine : C'est à dire que contrairement aux Tanneries, un lieu comme ici c'est très difficile à transplanter. Là, on ne peut pas te proposer un nouveau lieu, ou alors tu te fais avoir !!!

Jean-Pierre : La dimension agricole est importante. Dans le meilleur des cas on pourrait garder un espace cultivé mais moi je voudrais pas que ce soit des lopins privatifs liés aux habitants du quartier. Il faudrait au moins un site professionnel comme celui-ci.

Bon je veux pas être trop défaitiste, ce qui est sûr c'est qu'il faut s'attendre à une grosse bataille. Ce que nous on sait faire, c'est : populariser, rendre compte, faire connaître. Mais comment on s'y prend pour défendre les Lentillères ? C'est une vraie question.

On a l'impression qu'il y a de plus en plus de lieux en lutte de ce type, contre le bétonnage, les projets inutiles, et que tout ça prend du poids. Ne pourrait-on pas imaginer une remise en cause du projet d'écoquartier ?

Jean-Pierre : Je serais vraiment surpris que les bétonneurs aient suffisamment d'imagination pour intégrer une expérience comme celle-ci dans leur schéma. Ils n'ont pas cette ouverture d'esprit. D'une certaine façon, ils ne laisseront jamais un espace comme ça vivre dans la ville. Dans leur ville telle qu'ils la pensent. Ce n'est pas tant que je n'ai pas confiance dans les Lentillères, c'est plutôt que j'ai trop confiance dans les bétonneurs ! Je connais le poids du pouvoir politique, ce que ça représente comme argent.

C'est sûr qu'il n'y a pas besoin de bétonner ce quartier. Il y a déjà suffisamment de logements. Le délire c'est que Rebs' veut faire grossir sa ville pour faire grossir son ego en même temps. Il voudrait faire grossir la ville à 300.000 habitants et il imagine qu'en construisant des logements il va faire venir des gens. C'est bizarre comme démarche : commencer par construire pour ensuite se demander qui va habiter là-dedans. Ce qui est vraiment faux-cul c'est le côté « éco-quartier ». Parce que nous on sait que ça ne veut rien dire : c'est « éco » ni dans la conception, ni dans la construction.

Personnellement je trouve que c'est indispensable de garder un espace cultivé en ville, pour plein de bonnes raisons...

Christine : ...même un espace en friche : moi je pense que tous les gens iraient mieux dans leur vie s'ils avaient un espace comme celui-ci, même s'il n'est pas cultivé et qu'il reste en friche. Un lieu où on peut venir se rencontrer sans qu'il y ait de consommation. Simplement tu viens quand tu veux, tu sais que tu peux rencontrer des gens. Ça, c'est capital.



Pour en savoir un peu plus sur les questions d'installation agricole,
n'hésitez pas à consulter la brochure intitulée :
Voudrais-tu planter des choux? disponible sur :
<http://www.reclaimthefields.org/fr>

Pour suivre l'actualité du quartier
www.lentilleres.potager.org
www.jardindesmaraichers.potager.org

Pour contacter le quartier des Lentillères
tierraylibertad@potager.org

Pour des remarques ou des questions sur les récits
quartierlibre@potager.org

RÉCITS DES LENTILLÈRES...

Le quartier libre des Lentillères se construit depuis six ans autour d'une lutte contre la bétonnisation des dernières terres agricoles de la ceinture verte dijonnaise. Autour de jardins collectifs, fermes et maisons occupées, petit à petit, une vie de quartier s'est recrée. Aujourd'hui une foule de personnes aux horizons variés, mais réunie par l'envie de s'affranchir du monde marchand, s'y retrouve.

*Ces "**Quartier Libre**" vont à leur rencontre.*

Jean-Pierre et Christine connaissent les Lentillères depuis plus de trente ans. Ils nous parlent de leur attachement à cette terre. Des raisons qui les ont poussé à partir et de celles qui les ont conduit à revenir quelques années plus tard avec le mouvement d'occupation.

